

Toulouse, jeudi 8 octobre 2020

DÉCLARATION DE PRESSE DE JEAN-LOUIS CHAUZY PRÉSIDENT DU CESER OCCITANIE / PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE

LE RESPECT DE L'ÉTAT DE DROIT CONDITION DU VIVRE-ENSEMBLE DANS LA RÉPUBLIQUE

Nous aimons notre région, nous aimons notre pays et nous aimons la République et ses valeurs dont la laïcité, ce qui suppose le respect de l'état de droit et celui des libertés individuelles et collectives.

C'est la condition pour vivre ensemble dans une société complexe.

Le CESER de la Région Occitanie rassemble dans plus de 80 organisations 170 citoyennes et citoyens qui participent par leurs travaux et engagement au respect des valeurs largement partagées et au combat contre le racisme et l'antisémitisme.

Nous avons dit en mars 2012 que les crimes perpétrés contre deux militaires français de confession musulmane, et l'exécution d'enfants juifs devant leur école n'étaient pas des faits divers parmi d'autres mais le problème de la République...

Nous avons compris par la suite avec les assassinats à la rédaction de Charlie Hebdo et à l'Hyper Cacher.

La démocratie est fragile. Nous avons besoin de services publics, de création de richesse pour se former, se soigner, se nourrir, se loger, se déplacer, exercer une activité, notamment dans les quartiers dits socialement fragiles ; les habitants y ont le plus besoin de paix, de sécurité et l'État se doit d'être présent.

Faire respecter l'état de droit, la liberté de circulation dans le respect des valeurs républicaines, cela suppose la sécurité pour les biens et les personnes, les luttes contre toutes les violences du quotidien, les trafics de drogue et d'armes, les assassinats sous contrat et les dérives vers le djihadisme.

Puisse le contrat de sécurité intégrée (signé à Toulouse le 9 octobre) contribuer à faire respecter nos libertés individuelles et collectives et le droit à la sécurité pour tous !

C'est l'affaire de l'État, des collectivités, mais c'est aussi l'affaire d'un engagement de la société civile et de tous les citoyens !